

## L'AGRICULTURE

## ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT ANNONCE LES PROGRAMMES

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné la crise sans précédent qui sévit dans l'agriculture, surtout l'industrie céréalière de l'Ouest, pourquoi le ministre de l'Agriculture n'a-t-il pas annoncé les programmes de cette année lorsqu'il a déclaré en début de journée, avec un certain retard, les résultats de l'an dernier du régime de stabilisation du grain de l'Ouest?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, j'ai un peu de mal à suivre la logique de la question du député, mais ce n'est peut-être pas exceptionnel. Il y a une ou deux heures, mon collègue le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé a annoncé le plus important paiement provisoire jamais effectué dans notre pays aux termes de la Loi de stabilisation du grain de l'Ouest.

**M. Axworthy:** Cela s'applique aux récoltes de l'an dernier.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wise:** Pour la gouverne de mon collègue, il s'agit d'un paiement de 580 millions de dollars. Il nous a été possible de faire ce paiement provisoire parce que notre parti et le gouvernement ont décidé de modifier la loi.

**Des voix:** Bravo!

## L'INDUSTRIE CÉRÉALIÈRE DE L'OUEST

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, le ministre nous a dit que ce paiement était important compte tenu de la situation de l'an dernier. Puisque l'agriculture canadienne traverse actuellement la pire crise qu'elle ait jamais connue, pourquoi le ministre n'annonce-t-il pas les mesures nécessaires à l'industrie céréalière de l'Ouest cette année?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, en 18 mois, le gouvernement a pris plus de 200 initiatives . . .

**M. Ouellet:** Non, non. La semaine dernière, on parlait de 100.

**M. Wise:** . . . qui ont permis de fournir plus de 4 milliards de dollars à l'industrie agro-alimentaire.

**M. Ouellet:** Que s'est-il passé pendant la fin de semaine?

**M. Wise:** Sur cette somme, près de 2 milliards sont allés à l'Ouest. Voilà notre bilan.

**M. Boudria:** C'est un bilan de promesses rompues.

**M. Wise:** Ce n'est pas un bilan de promesses rompues. S'il est un spécialiste dans ce domaine, c'est bien le député d'en face.

\* \* \*

## PETRO-CANADA

## LES TÉMOIGNAGES ENTENDUS À UN COMITÉ DU SÉNAT

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, laquelle a déclaré à maintes reprises que les sociétés pétrolières

## Questions orales

devraient réduire leurs prix et donner une chance aux consommateurs. Comment explique-t-elle les faits que George et Cora McAra, de Gravenhurst, en Ontario, ont signalés aujourd'hui à un comité sénatorial, à savoir que non seulement Petro-Canada avait cadenassé leurs pompes à essence lorsqu'ils ont essayé de réduire leurs prix, mais avait en général bel et bien exercé des pressions pour faire monter et non baisser les prix?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit au député à la Chambre. C'est là un problème entre Petro-Canada et ses concessionnaires. Je conseille au député de poser sa question à la société Petro-Canada.

[Français]

## ON DEMANDE COMMENT LE GOUVERNEMENT VIENDRA EN AIDE AUX CONSOMMATEURS

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Comment le gouvernement aidera-t-il les consommateurs, s'il a aboli la taxe sur les revenus du pétrole et la remplace par une taxe de 2 ou 3 cents le litre d'essence aux raffineries, tel que rapporté dans la presse?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Ce n'est pas vrai, monsieur le Président.

\* \* \*

## LES LANGUES OFFICIELLES

## L'AIDE AUX GROUPES MINORITAIRES DE LANGUES OFFICIELLES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, justement, au sujet des langues officielles: «Alliance Québec et les francophones hors Québec blâment l'inaction d'Ottawa»; «Ottawa has failed to consult us on reforms: language minorities»; «Bilinguisme: l'exaspération fait suite aux hésitations d'Ottawa». Voici donc ma question, monsieur le Président.

Quand ce gouvernement va-t-il s'occuper des dossiers concernant les groupes minoritaires de langues officielles et quand peut-on s'attendre à ce qu'il y ait des solutions apportées aux problèmes de Terre-Neuve relativement à l'accès aux tribunaux en français; en Ontario, relativement à la télévision française; au Manitoba, relativement aux services en français, et partout en province, relativement à l'éducation, relativement à l'article 23? Quand ce gouvernement va-t-il agir?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, comme mon honorable collègue le sait certainement, il y a une revue intégrale à l'heure actuelle au sujet du programme des langues officielles qui a été mis sur pied, dans les deux langues, mon cher collègue. Le groupe de travail qui étudie ces questions doit incessamment faire rapport de ses recommandations au Cabinet et, bien entendu, on va agir dans les plus brefs délais possibles.